



DIVA - Documents

Juin 1986

Au menu d'une table-ronde
entre chercheurs de l'ORSTOM et journalistes
(19 février 1986) :

SECTEUR NON-STRUCTURÉ ET INDUSTRIALISATION DANS LE TIERS-MONDE

ORSTOM

B23278³¹ → B23281¹¹ex1

Au menu d'une table-ronde entre chercheurs de
l'ORSTOM et journalistes (19 février 1986) :

**SECTEUR NON-STRUCTURÉ
ET INDUSTRIALISATION DANS LE TIERS-MONDE**

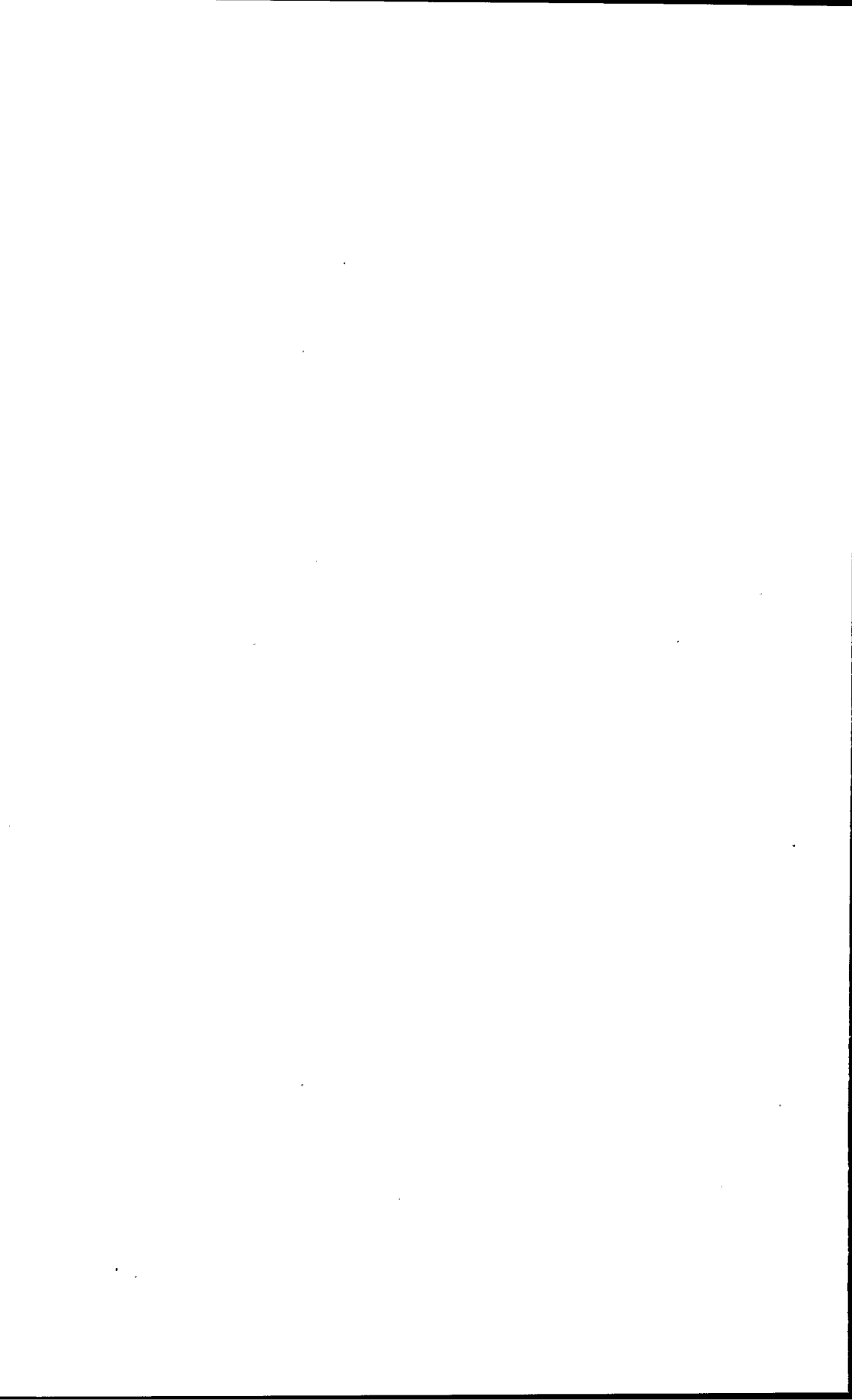
20 JANV. 1987

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 23278 ex 1

Cote : B

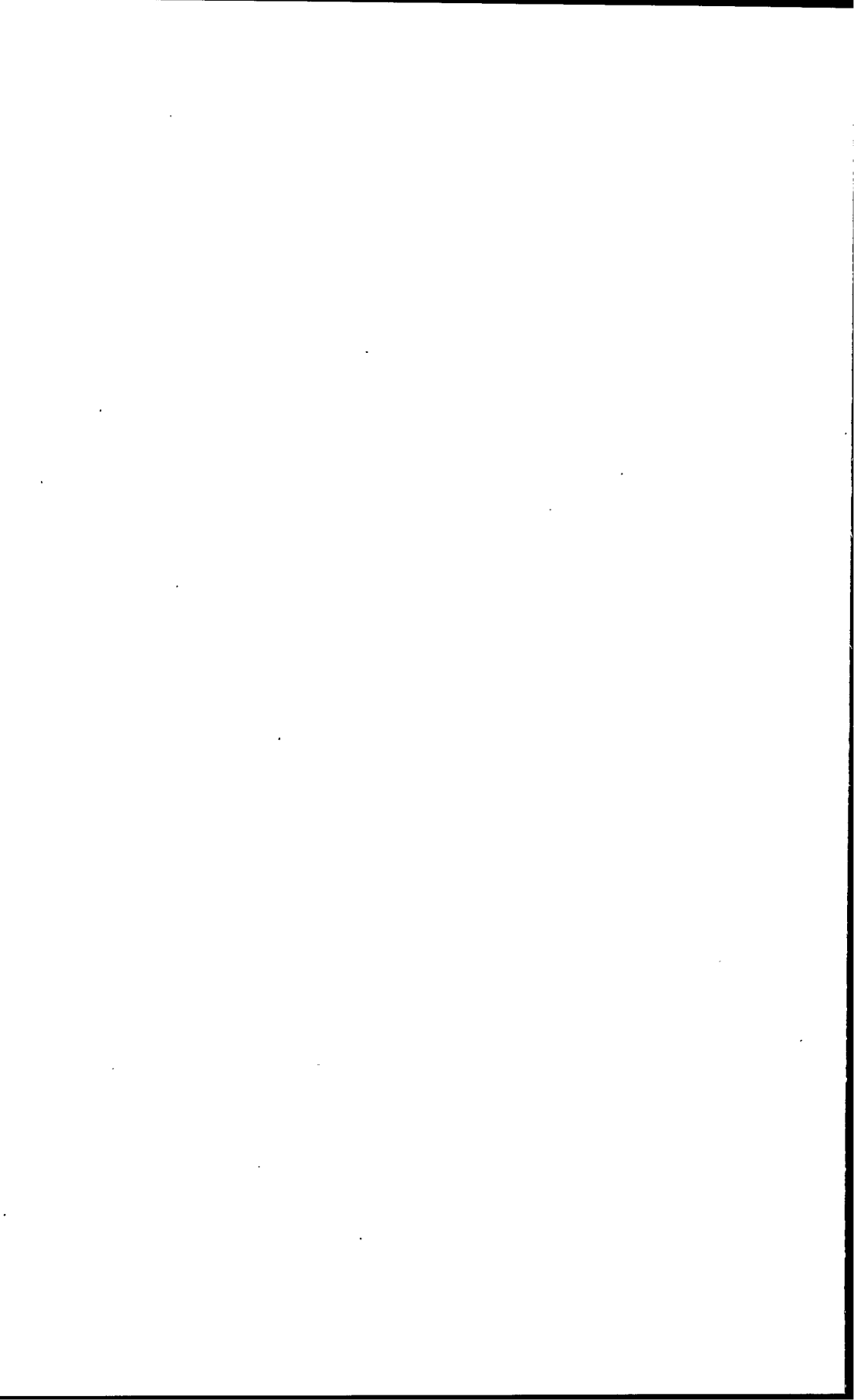
Juin 1986



Au sommaire :

Avant-Propos

- I. Une forte proportion de recherches socio-économiques
(Gérard WINTER) pp. 7 - 12
- II. Le "secteur informel" : approches macro-économiques
et statistiques (Jacques CHARMES) pp. 13 - 20
- III. Le renouvellement des recherches sur l'industrialisation
(Alain VALETTE) pp. 21 - 28
- IV. Les économistes en chiffres pp. 29 - 32
- V. Des chercheurs, des thèmes de recherche, des publi-
cations : quelques repères pour interroger l'ORSTOM pp. 33 - 48
- VI. Fiche d'identité de l'ORSTOM pp. 49 - 52



AVANT - PROPOS

Les résultats de la recherche scientifique méritent, outre l'attention de la communauté scientifique, celle du plus vaste public possible. Pour susciter cette attention, deux conditions doivent être remplies : une adaptation langagière si ce n'est linguistique, et l'acceptation d'un recul suffisant par rapport à la recherche pour permettre à l'intelligence des esprits curieux de bénéficier d'un panorama où apparaissent les grandes lignes et la logique des résultats scientifiques.

Ce type de documentation manque à l'ORSTOM. Lacune regrettable que la Direction de l'information, de la formation et de la valorisation (DIVA) souhaite contribuer à combler par la publication de synthèses thématiques : un essai liminaire a vu le jour à l'occasion de la production du film "l'Adieu aux arbres" portant sur la situation de l'arbre et de la forêt en Afrique sahélienne et tropicale humide ; il a servi de base à une réflexion et à un perfectionnement qui débouchent aujourd'hui avec la publication de "Au menu d'une table-ronde entre chercheurs de l'ORSTOM et journalistes (19 février 1986) : Secteur non-structuré et industrialisation dans le tiers-monde".

Ce document est issu d'une rencontre associant, le 19 février 1986, une quarantaine de journalistes spécialisés et de chercheurs, à l'initiative de la DIVA. Plusieurs mois de préparation et la collaboration d'économistes, de géographes, de sociologues, d'anthropologues, d'agronomes de l'ORSTOM ont permis de présenter une image synthétique des orientations de la recherche à l'ORSTOM relatives aux deux thèmes en question, d'où ressortent les facultés d'adaptation de l'activité scientifique à l'évolution de la réalité du tiers-monde et sa capacité à anticiper : l'approche anthropologique dans la recherche économique, caractéristique de l'ORSTOM depuis une vingtaine d'années, a, par exemple, montré, bien avant que cela ne fasse partie des "idées reçues", l'importance des facteurs locaux dans l'adoption de modèles de production ; il en est de même en ce qui concerne l'évaluation du poids du secteur informel dans les économies nationales.

Ce premier "DIVA-Documents" s'insère donc dans un programme de publications de synthèses accessibles, tendu vers l'appropriation des conclusions de la recherche par le public le plus large. Il manifeste une volonté qui sera développée : que la publication corresponde à la conquête des publics les plus divers ; que la publication des résultats de la recherche bénéficie à ces publics qui débordent largement la communauté scientifique.

Cette initiative en prolonge d'autres à l'ORSTOM : à commencer par l'ouverture, en octobre 1985 au siège de l'Institut, d'un Centre de documentation et d'information sur le développement (CEDID), ou encore par la montée en puissance d'une unité de création audiovisuelle réalisant, sur la base du contenu de programmes de recherche, films, montages audiovisuels et disques de musi-

ques du monde La collection "DIVA-Documents" complète cet effort d'ouverture qui, progressivement, entend faire de l'opinion publique le témoin et le destinataire d'une entreprise de connaissance et de développement du tiers-monde rendue possible par la collectivité nationale, dans le cadre de l'ORSTOM, établissement public.

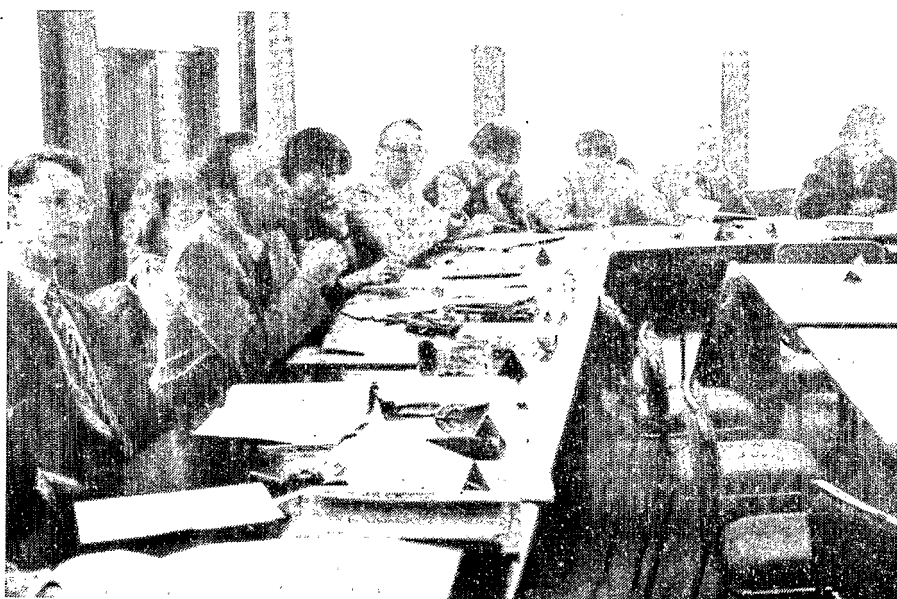
Jean-Yves MARTIN

Jean-Pierre ALAUX

UNE FORTE PROPORTION DE RECHERCHES

SOCIO-ECONOMIQUES

par Gérard Winter*



La table-ronde du 19 février 1986

* Economiste, directeur de Recherche à l'ORSTOM, directeur adjoint de l'Institut international d'administration publique (IIAP)

20 JANV. 1987

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 23279 ex 1

Cote : B

Jusqu'à une date récente, une forte proportion des travaux d'économie à l'ORSTOM ont été, en fait, des travaux de socio-économie, surtout rurale et africaine d'ailleurs, visant à décrire le mode d'organisation de sociétés localisées, à y comprendre les mécanismes de production, de répartition, de consommation et d'accumulation, à interpréter l'évolution sur longue période de ces sociétés pénétrées par la monnaie, l'Etat moderne, les nouvelles techniques de production (1).

Parce que, dans ces sociétés, le développement des bases matérielles est en interaction étroite avec les faits de développement culturel, institutionnel et social, les économistes de l'ORSTOM ont dû se faire également anthropologues, sociologues, démographes, géographes, voire historiens. Et, réciproquement, il faut souligner que de tels travaux ont été conduits aussi par des anthropologues, sociologues et géographes qui, de leur côté, se sont faits économistes.

Cette première catégorie, dominante, de travaux se caractérise donc :

- par une démarche plutôt empirique, pluridisciplinaire, historique et globalisante quoique "micro-socio-économique" ;
- par une collecte minutieuse et prolongée d'une information fine et de première main.

Il y a eu aussi et il y a encore, de plus en plus, des économistes de l'ORSTOM au profil plus classique qui ont étudié le développement industriel, l'économie des exploitations agricoles, les circuits de commercialisation, les structures de consommation, le développement régional, la planification. Travaux plus dispersés, plus ponctuels mais se caractérisant souvent - bien qu'à un degré sensiblement moindre que précédemment - par un point de vue pluridisciplinaire et par une collecte de, ou l'accès à, une information fine et de première main (ou, souvent, grâce à un travail prolongé comme experts dans les structures nationales des pays d'accueil).

Ce qui par conséquent peut, dans une certaine mesure, caractériser au premier chef les travaux d'économie de l'ORSTOM et les rendre complémentaires d'études et de recherches sur le développement conduites par

(1) Cette communication a été préparée avec le concours de Philippe Couty, économiste à l'ORSTOM, et de Philippe Bonnefond, président de la sous-commission Economie politique de l'ORSTOM

ailleurs (universités, bureaux d'études, administrations, agences de développement, etc.) , c'est cette analyse fine et pluridisciplinaire permise par un contact prolongé avec le "terrain". C'est peut-être aussi, accessoirement, une certaine complémentarité, au sein même de l'ORSTOM, des travaux micro-socio-économiques et des études plus globales et plus classiques. Il vaudrait mieux dire d'ailleurs, à ce propos, que l'ORSTOM a une certaine aptitude, encore mal exploitée, à relier des travaux localisés à un questionnement macro-économique et politique.

Au demeurant, l'ensemble de ces travaux est constamment et très largement exploité par les bureaux d'études, centres de recherche, experts et planificateurs du développement, etc. , sinon...par les journalistes !

Enfin il faut souligner fortement que la situation que je viens de décrire évolue rapidement. Depuis quelques années, l'ORSTOM aborde des champs de recherche qu'il avait peu pratiqués, pour la bonne raison qu'ils avaient alors une moindre importance en Afrique. Les principaux de ces nouveaux champs de recherche concernent le développement industriel et le secteur non structuré urbain.

UN SAVOIR CONSIDÉRABLE SUR LES MILIEUX ET LES SOCIÉTÉS EN DÉVELOPPEMENT

Vingt cinq ans de travaux ne se résument pas en quelques phrases. Ils sont divers au demeurant, nuancés ; ils se sont succédés de manière assez empirique et traduisent des points de vue variés et des interprétations théoriques parfois contradictoires.

Tout au plus me hasarderai-je donc à exposer un point de vue personnel, volontairement abrupt et peut-être provoquant, sur ce qui me paraît constituer une sorte d'acquis après un quart de siècle de travaux de terrain.

Outre un savoir considérable accumulé sur des milieux et sociétés en développement, cet acquis serait le suivant :

- 1) Il existe désormais - et les travaux de l'ORSTOM le prouvent - ce

que l'on pourrait appeler "une socio-économie spatialisée", avec son champ et sa pratique de recherche, ses méthodes, ses techniques d'investigation, et qui est apte à rendre compte de ce que les puissances publiques, la science économique habituelle, les experts en développement ont du mal à faire rentrer dans leur schémas, leurs modèles, leurs politiques, leurs projets. Je veux parler des comportements d'adaptation spontanée, des innovations diffuses, des initiatives renouvelées, des résistances, récupérations et régulations sociales qui réussissent, plus souvent, qu'on ne le croit, à sauvegarder, voire à améliorer, un mode et un niveau de vie affrontés à une croissance démographique rapide quand ce n'est pas à des crises industrielles et financières brutales ;

2) Cette socio-économie spatialisée ne fournit pas directement des recettes de développement mais elle alimente une critique solide et concrète d'un certain volontarisme technocratique et met en évidence certaines ignorances ou même naïvetés des planificateurs. Elle cherche au moins à répandre une saine inquiétude méthodologique, c'est-à-dire en fait un prudent réalisme, dans des milieux très influencés par le positivisme économique ou portés à privilégier à l'excès les transferts technologiques comme remèdes au sous-développement.

3) Plus positivement, elle suggère qu'étroitement complémentaire de la croissance, ou de la régression, de la sphère de l'économie, moderne, industrielle, commerciale, financière, il existe un mode de développement parallèle, informel, spontané, "insaisissable", endogène. Développement d'adaptation, de récupération, de résistance, de transition progressive d'un mode de production extensif vers un mode de production plus intensif. Et ce développement informel, insaisissable, mal comptabilisable a lui aussi sa logique économique propre et son importance macroéconomique et politique.

Bref, l'image globale, et encore floue, et donc difficile à vulgariser, d'une autre réalité sociale que celle supposée et "traitée" par les modèles et théories habituels.

Avec, à l'ORSTOM, une aptitude encore insuffisante - mais c'est là précisément l'objectif du Département H, "Conditions d'un dévelop-

pement indépendant", à replacer ce savoir dans un cadre macro-économique et politique rendant compte des contraintes extérieures et de l'expansion inéluctable du modernisme véhiculé par l'industrie, la ville, la science, la technologie, l'école, l'Etat.

Et par conséquent aptitude encore insuffisante à dégager les implications concrètes et opérations d'une conception du développement s'appuyant non seulement sur la technique industrielle mais aussi sur les dynamismes massifs des secteurs informels, qu'ils soient ruraux, urbains, commerciaux ou même administratifs.



LE "SECTEUR INFORMEL" : APPROCHES MACRO-ECONOMIQUES

ET STATISTIQUES

par Jacques Charmes *



La table-ronde du 19 février 1986

* Maître de recherche à l'ORSTOM (Département H), associé au Service de Coopération à l'INSEE.

20 JANV. 1987

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 2328021
Cote B

A vrai dire, depuis bientôt 15 ans, le secteur informel a suscité une pléthore d'études, de recherches ou de réflexions, tant de la part des adeptes de cette terminologie que de la part de ses détracteurs (qui parlent alors du "prétendu" secteur informel), et il est difficile d'en présenter une synthèse. A l'ORSTOM même, deux approches coexistent, qui sont relativement différentes, sans être antinomiques, et peuvent se révéler complémentaires. L'une prend place dans le cadre des études sur l'urbanisation et les socio-systèmes urbains (Département D), abordant les problèmes du travail et des travailleurs à travers les formes de mise au travail (salarial, non salarial) et de contrôle social par l'Etat, l'entreprise et la famille (Mali, Angola, Guinée, Antilles), ou encore à travers les trajectoires professionnelles (Chili, Argentine). L'autre approche entre dans le cadre des études sur les conditions et les stratégies de développement (Département H), abordant le thème du secteur informel sous un angle macro-économique et statistique, non exclusif d'approches à caractère anthropologique, préalables ou complémentaires. On ne s'intéresse ici qu'aux seules approches statistiques globales, ayant donc une signification au plan macro-économique et permettant un certain degré de généralisation, et auxquelles l'ORSTOM a participé au cours des années récentes (Tunisie, Niger, Rwanda) ou auxquelles il va participer dans les années à venir (Guinée, Mexique, Indonésie...).

Etant donné l'importance des moyens matériels et humains requis par de telles approches intégrant la problématique du secteur informel dans les grandes enquêtes statistiques, la contribution de l'ORSTOM passe le plus souvent par l'affectation d'un ou plusieurs chercheurs dans des équipes nationales au sein d'instituts nationaux de statistiques ou de ministères de la planification. Les résultats de ces travaux donnent lieu à des publications officielles de ces instituts ou ministères, et l'ORSTOM peut utiliser ces résultats à des fins scientifiques.

Le concept de "secteur non structuré" ou "informel" (il n'y a en principe aucune nuance entre les deux expressions) est apparu dans la littérature économique sur le développement au début des années 70, avec le lancement des premières recherches du Programme mondial de l'emploi du Bureau international du travail. C'est à cette époque que l'on prit conscience des problèmes posés par un exode rural de moins en moins maîtrisable et de l'inefficacité du secteur industriel à absorber cette main d'oeuvre excédentaire. Dans des pays où le chômage ne donne pas lieu à indemnisation, il était clair que cette population devait bien exercer quelque activité pour vivre ou pour survivre. Ces activités ne relevant pas du secteur moderne, statistiquement enregistré, on prit l'habitude de les désigner par le terme "informel".

L'ENSEMBLE DES ACTIVITES ECONOMIQUES NON ENREGISTREES

La définition originelle est donc la suivante : le secteur informel est constitué par l'ensemble des activités économiques non enregistrées, c'est-à-dire sur lesquelles l'Etat n'est pas en mesure d'exercer son emprise, sur lesquelles les réglementations mais aussi les incitations et les mesures d'aide glissent ou s'avèrent inefficaces. Par voie de conséquence, le non-enregistrement administratif se traduit par un non-enregistrement statistique. Bien entendu, les recensements de population, exhaustifs par définition, dénombrement les emplois générés par ces activités, mais, en l'état actuel des nomenclatures, ils ne permettent pas de les distinguer dans la masse de la population active.

En limitant le secteur aux activités non agricoles (et non pas au milieu urbain, ce qui est encore plus restrictif) pour des raisons d'homogénéité et de techniques de collecte, on n'en a pas moins défini un ensemble très hétérogène dont les principales composantes peuvent être énumérées et généralement distinguées : artisanat de production et de service, petit commerce, marchands ambulants, petits métiers de la rue, travailleurs itinérants et à la tâche, travail à domicile (à ne pas confondre avec le travail domestique)...

Cette énumération montre cependant la différence entre ce que l'on appelle l'"économie souterraine" dans les pays industrialisés (activités illicites : prostitution, banditisme, drogue..., et exercices illicites d'activités licites : travail au noir, travail clandestin) et l'économie informelle telle qu'on l'étudie dans les pays en développement. Non que les activités illicites n'existent pas dans ces pays ; mais la comptabilité nationale y est encore balbutiante et les recoupements comptables ou monétaires sont inopérants, qui permettraient leur évaluation, et la tâche première y est bien d'évaluer correctement l'activité économique licite. Quant à l'exercice illicite de ces activités, il ne présente certainement pas le même caractère que dans les pays industrialisés, car législations et réglementations sont d'application plus récente, et cette application résulte plus d'une démarche de l'administration que d'une démarche des justiciables habitués de longue date à exercer leurs activités dans un cadre relativement lâche : autrement dit, impôts et taxes y seraient plutôt querables et non portables, et cette situation est largement tolérée malgré tous les déguerpissements et autres chasses aux petits métiers "clandestins" ou "sauvages" constatées dans nombre de pays du tiers-monde.

Dans ces pays, la connaissance du secteur non structuré est ainsi marquée par une ambivalence des attitudes officielles : le planificateur, dont

les instruments sont largement inopérants lorsque les P.N.B. sont sous-estimés et les créations d'emplois calculées à partir du seul secteur moderne, est conscient de la nécessité de l'intégrer dans ses prévisions ; quant à l'administration qui légifère, elle y voit l'image de sa propre impuissance et a souvent tendance à n'envisager le secteur non structuré que sous la forme d'une intégration à l'économie formelle.

C'est ici que les études à caractère anthropologique, approfondies et compréhensives, mais sans visée à l'extrapolation, ont un rôle important à jouer, dans la perspective d'une prise en compte du secteur non structuré dans les grandes enquêtes statistiques. Ces études préalables consistent en monographies de métiers, biographies de petits entrepreneurs réalisées en vue de mieux comprendre les modalités de fonctionnement des petits ateliers, ou de l'activité entreprise d'une façon générale ; de même, les monographies de ménages ou d'unités familiales, permettent de comprendre la diversité et la complémentarité des sources de revenu, et les modalités de sa répartition et de sa dépense.

Cette démarche contribue à l'amélioration des concepts et méthodes classiques utilisés pour la collecte statistique et qui sont largement inadaptés, ayant été forgés à l'usage des économies industrialisées.

On donnera deux exemples de l'utilité des monographies dans la démarche statistique : le premier concerne le contenu du concept de salariat, le second porte sur la méthode de mesure de la production et du revenu.

A priori, le concept de salariat peut paraître clair et dénué d'ambiguïté à l'observateur extérieur. Pourtant, l'extrême diversité des formes de relations de travail dans le secteur non structuré met en défaut une utilisation trop simpliste de concept. Chez les coiffeurs et boulangers en Afrique du Nord, chez les tailleurs en Afrique du Sud du Sahara, il existe des formes de salariat qui se rapprochent du métayage agricole ; l'ouvrier-coiffeur est rémunéré par un pourcentage fixé des recettes qu'il réalise sur le fauteuil qui lui est confié par son patron ; le "boulangier" rémunère le propriétaire du four et des murs en pourcentage de ses recettes. On pourrait multiplier de tels exemples. Or, comment va se déclarer l'ouvrier dans une enquête auprès des ménages ? Comme salarié,

comme indépendant ou comme associé ? Et le patron, interrogé dans une enquête d'entreprise, comment va-t-il déclarer son ouvrier ? N'est-il pas alors certain qu'une question portant sur le montant du salaire n'obtiendra pas de réponse ou sera sous-estimée ?

Quant à l'évaluation de la production et du revenu, il apparaît évident que la question sur le chiffre d'affaires annuel posée traditionnellement dans les enquêtes auprès des entreprises industrielles, ne peut obtenir de réponse dans le cas d'une activité du secteur non structuré. La plupart des enquêtes sur le secteur non structuré, notamment celles réalisées par le Bureau international du travail en Afrique (Nouakchott, Kigali, Lomé, Yaoundé, Bamako), considèrent avoir fait un effort suffisant d'adaptation en prenant la semaine comme période de référence. On ne s'étonnera pas de trouver des chiffres d'affaires nuls, car, dans certains métiers, cette période peut s'avérer trop courte par rapport au rythme du processus de production. Le danger est alors grand d'aboutir à des évaluations fortement sous-estimées qui ne seront pas critiquées ou remises en question parce qu'elles correspondent à l'idée que l'on se fait a priori des activités informelles : activités de sous-emploi et peu rémunératrices. De ce point de vue, l'étude anthropologique peut révéler la façon de compter du petit entrepreneur - par exemple l'ébéniste doublera le prix d'achat du bois pour établir son prix de vente - et permettre ainsi de poser des questions plus concrètes dans les questionnaires statistiques.

De telles innovations ont été testées et introduites dans les recensements d'établissements et les enquêtes d'activité réalisées en Tunisie (1976-1981) et au Niger (1981-1982), ou encore dans l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages - enquêtes budget-consommation du Rwanda (1985).

TUNISIE : UN P.I.B. SOUS ESTIME DE PRES DE 10 %

Que le secteur non structuré ait ainsi représenté en Tunisie, entre 1976 et 1980, près de 40% de l'emploi non-agricole, près de 25% de l'emploi total, et que le P.I.B. ait été de ce fait sous estimé de près de 10 % (ce qui ne signifie pas que le secteur non structuré ne représentait que cette proportion du P.I.B.), cela a constitué des résultats suffisamment importants pour que le comptable national décide de réviser ses

méthodes, et que le planificateur, au terme de ses projections en vue d'élaborer le VI^e Plan, parvenant à un déficit de près de 70 000 créations d'emploi, se préoccupe de savoir si le secteur non structuré ne pourrait pallier ce déficit. La réponse immédiate que l'on aurait pu être tenté de faire était que le rôle du secteur non structuré consistait bien en cela et qu'il y pourvoirait ! C'est de cette période que datent les mesures de promotion du secteur non structuré et le Fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers : goutte d'eau dans la mer peut-être ; mais, pour la première fois, perception positive de ce secteur par les pouvoirs publics. Encore l'importance du secteur non structuré dans l'emploi est-elle une donnée admise et répandue. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les revenus.

En 1981, le revenu du petit entrepreneur tunisien du secteur non structuré représentait, dans les branches manufacturières, près de 3 fois le salaire moyen de l'ouvrier qualifié du secteur moderne ; dans le commerce, plus de 2,5 fois ce salaire, et dans les services plus de 5 fois. Même en tenant compte que 10 % de ce revenu sert au renouvellement du capital, le niveau reste très élevé.

L'importance de ces revenus proviendrait-elle de la faiblesse des salaires consentis à la main-d'oeuvre salariée ? Il est vrai que près du quart de l'emploi des petits établissements sont des emplois d'apprentis, sous-rémunérés par rapport au travail fourni, sinon par rapport aux normes légales. Mais les salariés qui représentent près de 30 % de l'emploi de ces activités touchent des rémunérations qui restent en moyenne supérieures au SMIG : sans doute ces salaires sont-ils bien inférieurs à ce qu'ils sont dans le secteur moderne, mais l'âge moyen des salariés est plus élevé dans ce dernier secteur et explique une partie de l'écart.

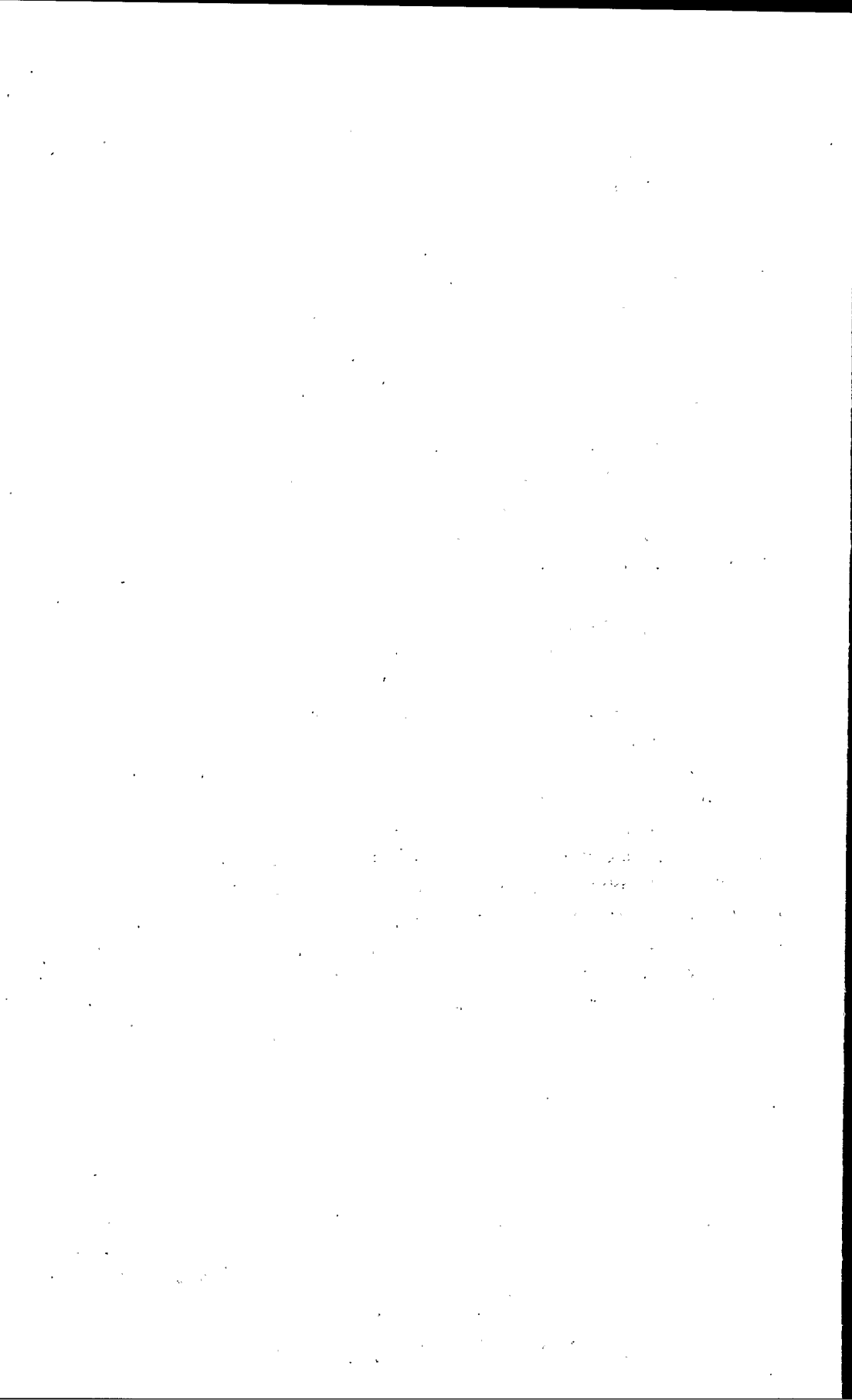
Faut-il en déduire que les niveaux de vie en milieu urbain sont plus élevés qu'il n'est généralement admis et que les recommandations de la Banque mondiale ou du F.M.I. sont recevables, qui visent à diminuer et supprimer les subventions des prix des produits de consommation de base, ce qui pourrait permettre une réévaluation des prix à la production ? En tout état de cause, on ne peut arguer de l'importance du secteur non structuré pour conclure au sous-emploi et à la pauvreté.

En sens inverse, et dans le cas de la Tunisie, on ne saurait tirer argument du niveau des salaires dans le secteur non structuré concurrentielle pour en déduire que le niveau des salaires dans le secteur protégé est excessif. Le déclin de l'avantage comparatif qu'un pays tire du faible coût de sa main d'oeuvre tient à d'autres causes.

Enfin, l'exode rural serait moins fonction du niveau des salaires dans le secteur moderne que des opportunités d'emploi et de revenus dans le secteur non structuré.

Tout cela ne signifie absolument pas qu'il n'existe pas une pauvreté urbaine. Mais l'étude de la pauvreté et des niveaux de vie est une question différente dont le lien avec le secteur non structuré ne peut être fait qu'à travers les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages (comme celle du Rwanda). Dans des situations où la pluri-activité est de règle, chez un même individu, ou à l'intérieur du ménage, le revenu de la simple activité principale ou apparente ne suffit pas en tant qu'indicateur du niveau de vie.

On ne peut probablement pas généraliser à partir des quelques cas étudiés étant donné la diversité des situations. Mais ce que l'on a voulu dire ici, c'est que l'on ne peut prendre en considération les résultats d'enquêtes sur le secteur informel, indépendamment de leur représentativité et des méthodes qui ont été utilisées pour la collecte. Et l'enjeu que représentent les concepts et méthodes d'appréhension de ce secteur a été jugé suffisamment important pour que la question du secteur non structuré soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale des statisticiens du travail qui se tiendra à Genève en 1987. S'il est prématuré de penser qu'il sera possible d'aboutir à des recommandations internationales à ce sujet, on doit noter cependant que ce sera la première fois depuis sa création que cette conférence, chargée de définir et d'harmoniser les concepts d'activité, d'emploi et de chômage, mettra en discussion un concept nouveau.



LE RENOUVELLEMENT DES RECHERCHES
SUR L'INDUSTRIALISATION

par Alain Valette *



La table-ronde du 19 février 1986

* Chargé de recherche, responsable de l'équipe "Politique d'industrialisation à l'ORSTOM" (Département H).

20 JANV. 1987

21

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 2328124

Cote B

Jusqu'à une date récente, les économistes de l'ORSTOM avaient été peu présents dans l'étude de l'industrialisation des pays du tiers-monde. Si quelques travaux avaient été réalisés, essentiellement entre 1970 et 1975, sur la Côte d'Ivoire, le Sénégal et, sectoriellement, sur les biens d'équipement, ce fut de manière isolée et épisodique. Cependant, ces travaux avaient sans doute en commun, outre le fait d'être fondés sur des enquêtes lourdes et détaillées, de mettre en cause quelques idées reçues d'alors, en démontrant par exemple que :

- l'expansion industrielle ivoirienne devait autant à l'interventionnisme étatique qu'au marché ;
- les grands projets agro-industriels de ce pays n'aménageaient pas grand chose mais préparaient des lendemains financiers difficiles ;
- les industries prétendument "industrialisantes" n'avaient que peu d'effets d'entraînement.

A l'occasion de l'importante réforme de l'Institut, il y a un peu plus de deux ans, la nécessité de créer une nouvelle et réelle équipe de recherche, sur les processus et les politiques d'industrialisation des pays en développement a été clairement affirmée.

La communauté des économistes de l'Institut saisissait ainsi l'occasion de combler une lacune par rapport au vaste champ de l'économie du développement. Dans ce contexte le Département à la base de cette relance volontaire (Département H : "Conditions d'un développement indépendant", créé en 1983), qui a pour objet central et fédérateur l'étude des mécanismes de transformation des sociétés, pris dans leur globalité, leur complexité, leurs articulations, ne pouvait faire l'économie de recherches sur un secteur - l'industrie - réputé essentiel dans ces transformations, qu'il s'agisse de la sphère de l'économie ou de celle du social. Cette dynamique d'ensemble a su générer la constitution d'une équipe organisée autour du thème "Politiques d'industrialisation". Mais d'autres recherches touchent également à cette problématique, notamment celles de deux groupes qui l'abordent à partir de l'étude des processus d'urbanisation et des systèmes urbains (Départements B) :

- Les premiers, à dominante de démographes et de géographes, s'intéressent aux interrelations entre urbanisation et industrialisation. Y sont analysés, par exemple, dans quelques grandes villes africaines, les rapports entre peuplement et pratiques des secteurs urbains, notamment dans le domaine de la petite production marchande.
- L'autre ensemble, à dominante sociologique, concerne le "monde du travail" en milieu urbain. Pour ces chercheurs, la perspective est double : d'une part, l'étude des travailleurs sur le lieu d'exercice de leur activité, en particulier les entreprises industrielles : filières d'embauche, marché du travail, organisation interne du travail, etc..; d'autre part, l'étude des comportements des travailleurs-citoyens, dans leur milieu de vie et d'habitat, en abordant les thèmes de la constitution des classes ouvrières, du statut social des ouvriers, de leurs rapports à la famille et à la région d'origine.

L'ECHEC DES "THEORIES DOMINANTES" A RENDRE COMPTE DE LA REALITE

L'équipe "politique d'industrialisation", de création récente, fonde son approche sur quelques questions centrales qui sont autant de pôles

d'intérêts, d'objectifs et, à terme, de résultats.

Au départ, un constat s'est imposé, constat à deux volets :

- Premier volet : La différenciation croissante des pays dits en développement. Depuis plusieurs années déjà, les organisations internationales distinguent, par exemple, les P.M.A. (pays les moins avancés) et les P.N.I. (pays nouvellement industrialisés). En fait, dans l'éventail des situations, il y a à la fois continuum et différenciation aussi bien en termes de dynamique (taux de croissance) que d'état (niveau d'industrialisation). Certains pays possèdent des secteurs industriels passifs, voire recessifs, d'autres, au contraire, deviennent de véritables puissances industrielles. La France en sait quelque chose sur le terrain africain face aux firmes brésiliennes ou coréennes.
- Dans le même temps, et c'est l'autre face du constat, il y a incapacité de la théorie économique à rendre compte de ces différenciations. Aucune des deux théories dominantes, ni celle dite "centre/périphérie", d'inspiration marxiste, ni celle, d'inspiration néo-classique, de la division internationale du travail ne permettent de répondre : pourquoi ici ces succès, pourquoi, là, ces blocages.

L'équipe "politique d'industrialisation" a dû affirmer des choix, qui sont autant ses propres interrogations et ses objectifs de recherche que des prises de position sur l'approche de la réalité industrielle :

Partir de situation concrètes. Cela signifie études de cas, précises, identifiées. Il est urgent de dépasser les dissertations sur le système mondial, l'indépendance ou la dépendance des pays, l'hégémonie ou la complémentarité, en termes trop globaux, pour revenir à l'examen des situations réelles, nationales ou sectorielles. Les programmes sont définis dans ce sens, sur tel pays, telle branche, avec une forte coloration d'empirisme déductiviste.

Mettre l'accord sur les dynamiques internes. Les évolutions industrielles des pays du tiers-monde ne sont pas des sous-produits des tendances générales de l'économie mondiale, en tout cas pas seulement. Plutôt que de privilégier les facteurs extérieurs, souvent "contraintes externes", il faut renverser la perspective pour mettre en avant les choix des Etats-nations, leurs marges de manoeuvre, la façon dont, à leur manière, il gèrent et intègrent ces contraintes. Par rapport à un environnement international commun, qui constitue une donnée, ce sont les différences qui intéressent, et celles-ci relèvent de facteurs, de dynamiques, de transformations internes aux pays.

Analyser les stratégies des agents économiques. L'étude des évolutions des appareils industriels est certes nécessaire, mais elle doit être associée à une analyse des stratégies des agents économiques. L'économiste ne peut faire l'impasse sur les mouvements des branches, de la production, des emplois, de la valeur ajoutée, des investissements, de tous les indicateurs qui reflètent une dynamique industrielle. Pour autant, il est fondamental que cette approche des transformations de structures soit couplée à une analyse des comportements des acteurs, de leurs choix et des rationalités qui sous-tendent ces choix.

Ces stratégies d'agents méritent d'être abordées simultanément à

plusieurs niveaux. Celui de l'entreprise où les options déterminantes pour la naissance de l'accumulation sont prises : par partage de la valeur ajoutée, affectations des profits, technologie, etc... Celui de la branche, car elle est, d'une part, l'échelon pertinent pour rendre compte des articulations (ou de leur absence qui, précisément, crée les blocages) entre les stades de transformation ; d'autre part, elle est le meilleur niveau pour prendre en compte les contraintes techniques (mécanique, chimie, électronique, ...). Le niveau national enfin, où l'Etat intervient pour orienter des domaines aussi essentiels que le taux d'ouverture sur l'extérieur, la place des secteurs publics et privés, la régulation par le marché ou la réglementation, le contenu du rapport salarial, etc.

Ces différentes questions-affirmations doivent être intégrées par rapport à une notion centrale qui est celle de la transition. Pourquoi la profession des activités industrielles de type "moderne", fondées sur une organisation taylorienne de la production, ne débouche-t-elle pas sur ce que les économistes appellent le fordisme, mode d'organisation et de régulation qui a assuré la croissance soutenue des pays industrialisés ?

A quels niveaux, pour quelles raisons, ce non passage vers un régime d'accumulation intensive, où des croissances fortes de productivité, associées à une progression des salaires réels, ont formé ce fameux cercle vertueux des pays développés ? La question mérite particulièrement d'être posée pour les pays en développement qui possèdent déjà un important secteur industriel. Sont-ils en transition vers ce cheminement, ou d'autres mécanismes macro-économiques d'équilibres précaires sont-ils en cours et, dans ce cas, quel rôle y joue le secteur non structuré urbain ?

On pourrait encore citer quelques points d'entrée des recherches de l'équipe : qu'en est-il de la tendance généralisée au retour au marché ? Pour quelles raisons, sous quelles formes et avec quelles implications sur l'industrialisation ? Ou bien, par rapport au problème majeur de l'endettement, quel rôle est aujourd'hui dévolu aux activités industrielles, comment se traduit, concrètement, la volonté de mobiliser ce secteur pour le grand combat du rééquilibrage des balances de paiements ?

DU QUESTIONNEMENT THEORIQUE A LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE

Toutes ces questions fondent le contenu des programmes collectifs ou individuels de l'équipe. Le renouvellement de la thématique débouche, en premier lieu, sur une ouverture vers des espaces nouveaux : les choix se sont ainsi orientés sur certains pays d'Amérique latine, l'Afrique du Nord et l'Asie.

En Amérique latine, les recherches portent sur le Mexique (dynamique macro-économique d'industrialisation et filière électronique) ; le Brésil (industrialisation et endettement) et le Chili (récession industrielle en cours). En Afrique du Nord, un programme porte sur les bilans comparés des industrialisations des trois pays du Maghreb - Algérie, Maroc, Tunisie -, et sur les perspectives de coopération industrielle, tant entre ces pays qu'avec leurs voisins développés du Nord (C.E.E.). En Asie, une implantation à Bangkok a pour objectif l'analyse de la politique industrielle de la Thaïlande, mais aussi le suivi des dynamiques industrielles de l'ensemble des Etats de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est

(ANASE). Un projet est en cours d'élaboration en Inde.

Ces choix de localisation répondent à des exigences plus larges :

- Ils accompagnent une volonté de redéploiement de l'ORSTOM vers l'Amérique latine, processus engagé depuis plusieurs années déjà, et d'ouverture - ceci est plus récent - vers l'Asie.
- Secundo, ils correspondent à des motifs scientifiques, dans la mesure où, dans une optique comparative, il importait de travailler sur des pays où les contextes historiques, culturels, sociaux et politiques soient bien différenciés ; sur des pays de taille diverses ; sur des pays où la question industrielle se pose en des termes très différents, notamment quant aux taux de maturité ou aux rythmes de croissance du secteur manufacturier. Sur ce dernier point, par exemple, on peut parfaitement opposer le Brésil, doté d'un imposant et efficace appareil industriel, au Chili où la désindustrialisation induite par les politiques monétaristes de ces dernières années frappe de plein fouet des branches entières.
- Pour l'avenir, ces choix permettront également de renforcer les opérations conjointes avec d'autres équipes travaillant sur les problèmes d'urbanisation, pour créer, au niveau du terrain, une synergie entre chercheurs de disciplines différentes (processus engagé au Mexique, au Brésil, sans doute bientôt en Inde).

PROXIMITÉ DES DÉCIDEURS ET COOPÉRATION

Comment travaillent ces chercheurs ? La question est d'importance car elle a des répercussions sur le contenu même des recherches : la méthode de travail a des conséquences sur le fond.

Ils procèdent, d'une manière générale, par affectation de longue durée (plusieurs années) ; ces affectations sont assorties de deux caractéristiques essentielles : proximité des décideurs et coopération.

Les structures d'accueil, c'est-à-dire les institutions partenaires du pays hôte, ne peuvent être coupées des centres de décision. Au contraire, compte tenu de l'orientation empirique des travaux, elles sont nécessairement des lieux de réflexion ou d'orientation en prise avec ceux qui déterminent et décident la politique industrielle. Peu d'universités du tiers-monde répondent à cette condition, et les chercheurs sont plutôt affectés dans des centres d'études (voire des agences à caractère opérationnel) dont les travaux alimentent directement et fonctionnellement la réflexion des décideurs, et réciproquement.

Quant à la coopération, vocation de l'Institut, elle est établie dès l'origine par la négociation du programme de recherche avec des homologues du pays d'accueil. Elle est ensuite continue et quotidienne par une intégration voulue au sein de l'équipe qui reçoit les orstomiens, ce qui peut être l'occasion de conforter ou de renforcer des cellules locales de recherches naissantes.

Les économistes de l'équipe participent à l'élaboration de matériaux, ont accès aux sources les plus confidentielles, et, éventuellement par des enquêtes ponctuelles propres, complètent l'information disponible. Par exemple, une enquête va débiter sur les réactions des industriels mexicains aux mesures prises par le gouvernement du Mexique dans son plan "filiale

électronique". Enfin, autre forme de coopération, les chercheurs sont fréquemment amenés à participer à des séminaires locaux, soit sur leur sujet de recherche, soit sur les expériences industrielles européennes.

Ces études économiques menées par l'ORSTOM sur l'industrialisation ont-elles une spécificité susceptible de les différencier dans un domaine marqué par l'existence d'une abondante littérature scientifique ou journalistique ?

L'originalité de l'approche orstomienne se caractérise d'abord par une orientation pluridisciplinaire : à terme, ces travaux - initialement de spécialistes d'économie industrielle - seront repris, intégrés, valorisés dans une optique multidisciplinaire pour une réflexion générale sur le développement.

D'autre part, ces recherches se différencient des travaux académiques réalisés en deux ou trois mois sur documents, à l'occasion d'une ATP ou d'un contrat - pratique courante du monde universitaire français. Elles parient en faveur d'approches fines, en profondeur, avec des matériaux nouveaux ou inaccessibles depuis Paris, avec une intériorisation des contextes nationaux par les auteurs, un dialogue de plusieurs années avec des partenaires locaux.

LES PROGRAMMES EN COURS

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

Les travaux de l'équipe "Politiques d'industrialisation" se développent dans le cadre du Département "Conditions d'un développement indépendant", au sein de l'Unité de recherche "Stratégies de développement et de transformation sociale".

Programmes individuels : Ils abordent trois thèmes :

- 1) Bilans globaux d'expériences nationales (Mexique, Brésil, Chili, Maghreb, Inde, Thaïlande) : Ces travaux constituent des bilans-diagnostic macro-économiques mettant en relief les phases et les ruptures dans l'industrialisation, les relations entre évolutions structurelles et politiques nationales, les tentatives en cours pour dépasser les blocages internes de croissance industrielle.
- 2) Les dynamiques sectorielles : Les branches pour l'instant retenues sont les industries agro-alimentaires (Thaïlande) et l'électronique (Mexique). Les deux interrogations de base sont celles de l'intégration, c'est-à-dire la remontée des filières et l'articulation des stades transformation, et celle de la marge de manœuvre des Etats-nations (interface système économique mondial/dynamiques internes).
- 3) La coopération industrielle Maghreb, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, (ANASE) : l'objectif est, d'une part, d'étudier les formes et le contenu concrets des nouveaux accords de coopération industrielle révélateurs d'un changement d'approche entre partenaires, d'autre part, d'analyser les possibilités offertes par un meilleur usage des complémentarités nationales au sein d'une sous-région, complémentarités déjà intrinsèques des mouvements de délocalisation industrielle en Asie du Sud-Est.

Programmes collectifs : Ils constituent autant d'objectifs intermédiaires dans la consolidation de l'équipe et portent sur :

- 1) Elaboration d'une grille de lecture pour une analyse comparative des dynamiques industrielles des N.P.I. : les résultats attendus sont aussi bien méthodologiques qu'analytiques puisqu'il s'agit de concevoir une batterie d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant simultanément de mesurer et de qualifier les transformations des appareils industriels et de caractériser les stratégies des acteurs qui en sont à l'origine.
- 2) Rapports entre Etat et industrialisation : Il s'agit d'une valorisation des programmes individuels autour d'une réflexion sur le rôle de l'Etat dans les processus d'industrialisation des pays étudiés, réflexion localisée sur les points suivants : Etat et choix du modèle de développement ; Etat acteur direct de l'accumulation industrielle ; Etat et évolution des structures sociales liée à l'industrialisation (bourgeoisies nationales, classes ouvrières, caste bureaucratique).

- 3) Colloque sur le thème des politiques industrielles début de 1987 : les participants seront des chercheurs mais également des praticiens français et étrangers. Cette association vise à l'établissement d'un "état de la question" sur les modèles et stratégies d'industrialisation dans diverses régions du tiers-monde.

A.V.

LES ECONOMISTES DE L'ORSTOM EN CHIFFRES



La table-ronde du 19 février 1986

1) Il y a actuellement 50 économistes à l'ORSTOM

2) Leur répartition par département est la suivante :

- Milieux et sociétés	1
- Connaissance et mise en valeur des éco-systèmes aquatiques	3
- Urbanisation et socio-systèmes urbains	4
- Indépendance alimentaire	11
- Conditions d'un développement indépendant	26
- Information et valorisation (DIVA)	1
- Hors départements	4

3) 6 femmes (12%) et 43 hommes (88%)

4) Répartition par thème de recherche :

- Pêche (production, commercialisation...)	4
- Régionalisation et planification	5
- Industrie	11
- Secteur non structuré	5
- Socio-économie rurale	13
- Macro-économie	4
- Systèmes alimentaires	1
- Administration de la recherche et divers (valorisation, animation...)	7

5) Statut :

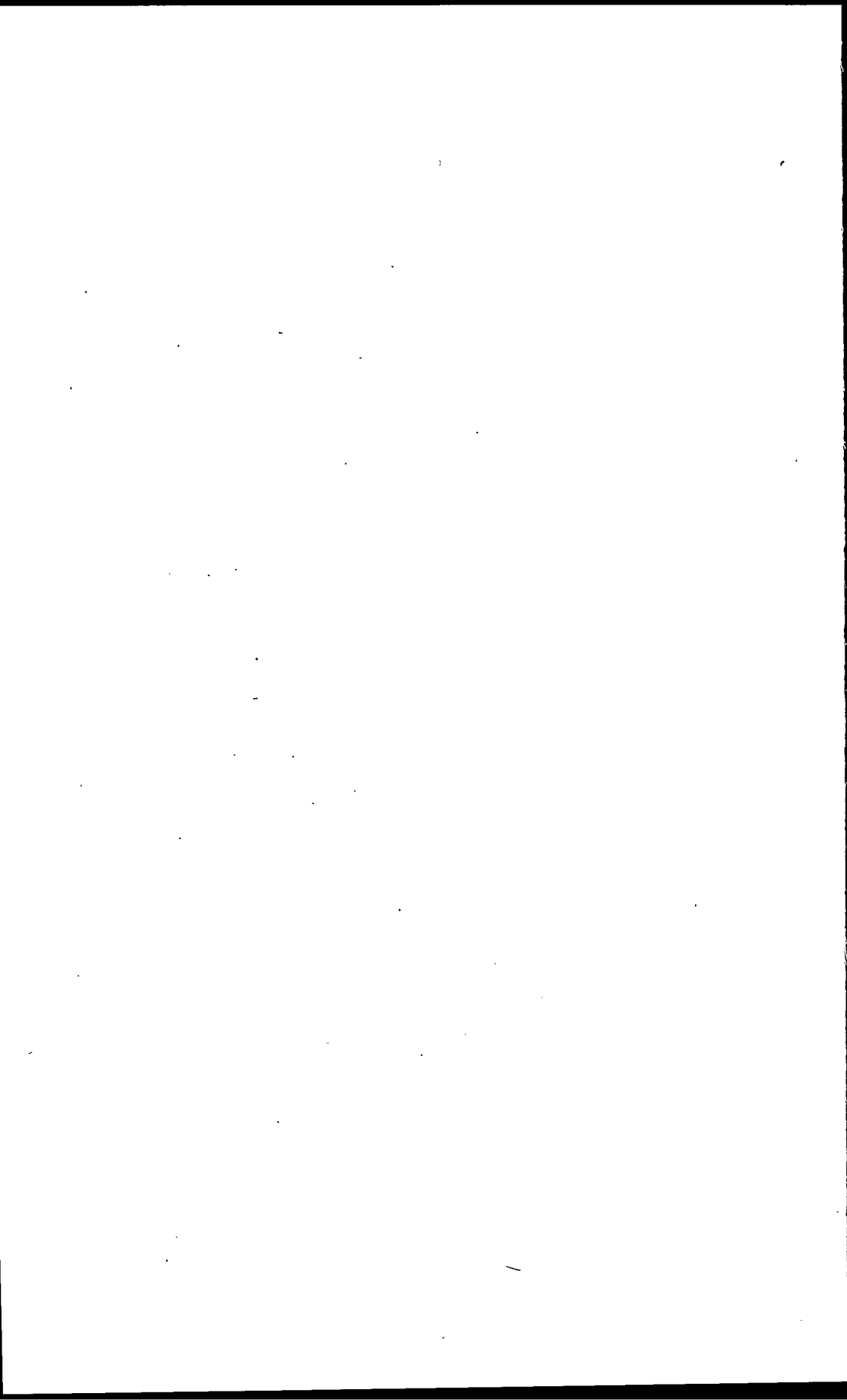
- Chercheurs ORSTOM	43
- Volontaires du Service national (VSN) et allocataires de recherche AR (Ministère de la recherche)	4
- Chercheurs CNRS sur expatriation	2
- Chercheur étranger	1

6) Cadre de travail :

- en service à l'ORSTOM	43
- mis à la disposition ou détachés dans d'autres organismes	7

7) Pays sur lesquels les économistes travaillent :

Mali (1), Togo (3), Sénégal (1), Brésil (1), Equateur (4),
Côte d'Ivoire (9), Martinique (1), Inde (2), Bolivie (1),
Indonésie (1), Polynésie (2), Mexique (1), Thaïlande (3),
Afrique Australe (1), Chili (1), Maroc (1), Madagascar (2),
France (1), Divers P.V.D. (14).



Quelques repères pour interroger l'ORSTOM

DES CHERCHEURS, DES THEMES DE RECHERCHES, DES PUBLICATIONS

La réunion de travail qui a réuni, en février 1986, journalistes et Orstomiens a bénéficié de la participation active de chercheurs en sciences sociales aux compétences scientifiques et géographiques diverses. Il a paru utile de les faire figurer dans ce dossier de suivi de la réunion, de telle sorte que les professionnels de la presse et, plus généralement, tous les interlocuteurs de l'ORSTOM puissent aisément interpellier les chercheurs sur la base de leurs spécialités et de leurs expériences (1).



La table-ronde du 19 février 1986

(1) La liste qui suit n'est pas exhaustive. Certains chercheurs n'ont pas répondu à la demande d'information les concernant. Pour d'autres, il n'a pas été possible de recueillir les renseignements souhaités, notamment bibliographiques, d'où la brièveté de certaines notices.

MICHEL AGIER

- Sociologue (Département "Recherches urbaines" ; Unité de recherche 405 : "Travail et travailleurs du tiers-monde").

Pays et thèmes de recherche :

1) TOGO : Etude des commerçants haoussa et de leur quartier, le zongo, à Lomé.

Thèmes : Fonctionnement des réseaux commerciaux haoussa et soudanais (bétail) - Organisation du travail dans les systèmes de filiation, d'alliance et de clientèle - Fondement des réseaux sociaux - Contrôle social en ville - Ethnicité urbaine - Déguerpissement urbain (juin 78 - décembre 79 ; septembre 82).

Travail et habitat en milieu urbain ouvrier (Brasserie du Bénin, Lomé).

Thèmes : Approche spatio-temporelle et anthropologique du travail industriel ; procès de travail et catégories ouvrières ; efficacité ethnique sur le milieu du travail (embauche) ; rapports travail/hors travail (études de cas ; structures et vies familiales des salariés ; habitat, emploi et résidence (février 84 ; novembre 84-février 85).

2) CAMEROUN : Enquêtes sur la main d'oeuvre industrielle

Publications :

- "Du socialisme à la modernisation indienne" (Le Monde, 2/11/84).
- "L'économie indienne décolle" (L'expansion, novembre 84).
- " L'Inde va-t-elle rejoindre l'Asie" (La Lettre du CEPII, fev. 85)
- "L'approche en filières du système productif indien" (Economie prospective internationale, à paraître).

PHILIPPE BONNEFOND

- Economiste, responsable de la sous-commission "Economie" à l'ORSTOM ; spécialiste d'économie du développement agricole.

Pays et thèmes :

- Côte d'Ivoire et Sénégal
- Chargé du Sénégal et du Mali à la sous-direction des études au Ministère de la coopération.

Publications 1985 :

"Aspects socio-économiques de la riziculture en Basse et Moyenne Casamance", Ministère de la coopération, Paris, 1985, 410 pages (en collaboration).

JACQUES CHARMES

- Economiste à l'ORSTOM (Département "Conditions d'un développement indépendant"), associé au Service de coopération de l'INSEE.

Programme en cours :

Rôle et place du secteur non structuré dans les économies en voie de développement et dans la planification du développement.

Publications 1985 :

- La formation en cours d'emploi en Tunisie, (et ali), OCDE, Textes du Centre de développement, 151 pages.
- "Le secteur non structuré, avec OUDIN X, n° spécial du Bulletin bibliographique INSEE, Service de coopération, n° 9, 164 pages.
- "Les statistiques de l'emploi et de la production occultent-elles l'activité économique des femmes en Afrique ?", in Femmes et politiques alimentaires, éditions de l'ORSTOM, Paris, 741 pages (pp.229-243).
- "Emploi et sous-emploi dans le secteur non-structuré des pays en développement Concepts et méthodes d'observation" (avec KAMOUN A.), in : Bulletin de l'Institut international de statistique, Actes de la 45ème session, invited papers, vol. 4, Amsterdam.

Thèmes : Représentations du travail et de l'avenir professionnel chez les jeunes villageois ; rapports sociaux et raciaux à Douala ; recrutements et gestion différenciée de la main d'oeuvre industrielle ; rapport travail industriel/travail agricole ; habitat et mode de vie en cité ouvrière ; structures et pratiques familiales des salariés ; anthropologie du travail et de la ville. (janvier 81-février 83).

Publications :

1) Concernant directement le "secteur informel" :

- "Etrangers, logeurs et patrons - L'improvisation sociale chez les commerçants soudanais de Lomé", Cahiers d'Etudes africaines, 81-83 (1982), XXI, 1-3, pp. 252-265.
- "Un secteur "informel" très structuré", Autrement, hors série n°9, 1984, p. 80-87.
- Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo), Editions de l'ORSTOM, coll. "Mémoires", n°99, 1983, Paris, 317 pages.

2) Concernant le monde du travail et la ville :

- "Fort Gono, encore et toujours", Autrement, hors série n°9, 1984, pp.108-114 (Texte concernant les rapports sociaux à Douala).
- "L'invention du futur, ses limites. L'avenir professionnel des jeunes vu d'un village du Sud-Cameroun", Cahiers ORSTOM - Sciences humaines, vol. XXI, n° 2-3, 1985, pp. 251-259.
- Avec Thierry LULLE, "Eléments d'anthropologie des lieux de travail. Le cas d'une brasserie au Togo", Anthropologie et Sociétés (numéro sur l'anthropologie industrielle), vol. 10, n°1, Québec, 1986, 32 p.
- Avec Jean COPANS et Alain MORICE, eds : Classes ouvrières d'Afrique, Karthala, 1986. (plusieurs textes sur le travail en Afrique noire, dont un spécifiquement consacré au secteur informel : Alain MORICE, "Ceux qui travaillent gratuitement : salaire confisqué").

JEAN-JOSEPH BOILLOT

- Professeur agrégé mis à disposition de l'ORSTOM depuis novembre 1985 et jusqu'à août 1986 (Département "Conditions d'un développement indépendant")
- Chercheur associé au CEPIL.

Pays connu : INDE

Thème : Etude de l'industrialisation de l'Inde. Plus spécialement, analyse de l'actuelle mutation du système économique indien qui combine ouverture sur l'extérieur, déréglementation et recherche d'un nouveau mode d'accumulation dans le secteur industriel.

- Sujets abordés :
- organisation industrielle de l'Inde par secteur
 - système technique
 - rôle des multinationales
 - de l'autarcie à l'ouverture

- "Le secteur non structuré, l'emploi et le sous-emploi. Quelques réflexions sur les concepts utilisés dans les enquêtes", in : Séminaire sur les statistiques d'emploi et du secteur non structuré, Maroc, Direction de la statistique, INSEE-ORSTOM, AISE, Paris, 584 pages (pp. 108-122).

- "Deux estimations de l'emploi dans le secteur non-structuré en Tunisie, résultats de l'analyse comparative", ibid, pp.435-464.

- "Development of the urban informal sector in Tunisia during the period of competitive growth 1970-1980, in : Townsmen, cities, urbanization in the Arab World to-day, coll. "Urbama", 181 pages (pp.143-156).

- "The informal sector in Tunisia" in World Bank, Tunisia, industrial employment, Washington, BIRD, 151 pages+annexes.

- "Méthode d'analyse du secteur non structuré à travers une enquête budget-consommation - L'exemple du Rwanda" (avec Blaizeau D.), in STATECO, n°42, INSEE pp. 5-41.

- "La jeunesse et le secteur non structuré" et présentation du numéro spécial des Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines, "Jeunesse développement et changements sociaux", vol. XXI, n° 2-3, pp. 175-179 et 295-304.

- "L'apprentissage sur le tas dans le secteur non structuré", ibid, pp. 305-328.

- Economies en transition - Concepts, analyses, méthodes d'investigation, ORSTOM, 117 pages, (et alii), multigraphié.

- La promotion de l'artisanat et des petits métiers en Tunisie - Une politique compréhensive à l'égard du secteur non structuré ? B.I.T., Ministère tunisien des Affaires sociales, 86 pages multigraphiées.

- Les modèles de prévision des besoins en main-d'oeuvre et en formation et les méthodes de choix des investissements dans le domaine de l'éducation et de la formation - 19 pages multigraphiées.

- Secteur non structuré, politique économique et structuration sociale en Tunisie, à paraître in Tunisie, politique et société, Cadau M., ed., Tunis, Ceres production - A paraître également aux Editions du CNRS, "Connaissance du monde arabe".

JEAN-MARIE CHEVASSU

- Economiste à l'ORSTOM (Département "Condition d'un développement indépendant").

Programme en cours :

Bilan et perspectives de l'industrialisation du Maroc.

Publication récente :

- "Notes sur les problèmes posés par le développement industriel au Maghreb", à paraître aux éditions de l'ORSTOM.

GEORGES COURADE

- Géographe de formation avec une ouverture disciplinaire sur l'économie, la science politique et la sociologie, chercheur à l'ORSTOM (Département "Indépendance alimentaire").

Pays connus : Cameroun, Nigéria, Inde.

Thèmes de recherche principaux :

- a) Relations villes/campagnes. Urbanisation et indépendance alimentaire, aménagement de l'espace.
- b) Existence et mise en question d'une école tropicaliste en sciences sociales pour le développement.
- c) Les outils du développement rural : complexes agro-industriels, coopérations, agriculture contractuelle.
- d) Les éléments-clés de la sécurité alimentaire et les relations Nord-Sud.
- e) La marginalité dans les pays en développement.

Quelques publications (personnelles et/ou collectives).

- "Terres, comptoirs et silos", Editions de l'ORSTOM (à paraître).
- "Femmes et politiques alimentaires", Editions de l'ORSTOM, 1985, (et alii).
- "Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne", l'Harmattan, 1986, (et alii.)
- "Le Nigéria contemporain", Editions du CNRS, 1986.
- "Complexes agro-industriels au Cameroun : Unilever", Editions de l'ORSTOM, 1980.
- "Victoria-Bota : croissance urbaine et immigration", Editions de l'ORSTOM, 1979.

Articles récents :

- "Une agriculture sans paysans : la priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise", Politique africaine, n°14, 1984.
- "A l'ombre de la pensée-Gourou", Espaces-Temps, 1984.
- "Existe-t-il une géographie humaine tropicale ?", L'Espace géographique, n°1, 1984.
- "Stratégies alimentaires : la volonté de vaincre", Actuel Développement, n°60, 1984.
- "Jalons pour une géographie de la marginalité en Afrique noire", L'Espace géographique, n°2, 1985.

PHILIPPE COUTY

- Economiste à l'ORSTOM (Département "Conditions d'un développement indépendant").
- Recherches sur le commerce traditionnel, les confréries musulmanes et la méthodologie des enquêtes socio-économiques.

Programme en cours :

De l'enquête socio-économique à l'histoire et à la théorie du développement.

Pays connus : Cameroun, Tchad, Sénégal.

Publications :

- "Le commerce du poisson dans le Nord-Cameroun", Mémoires ORSTOM, n°5, 1964, 226 pages.
- "Le commerce du poisson au Tchad" (en coll. avec P. Duran), Mémoires ORSTOM, n°23, 1968, 252 pages.
- "Maintenance sociale et changement économique au Sénégal : doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides" (en collaboration), Travaux et Documents de l'ORSTOM, n°15, 1972, 274 pages.
- "La région, territoire de recherche" (et alii), in : Le développement rural en questions, Edition de l'ORSTOM, coll. Mémoires n°106, 1985, pp. 123-180.
- "Trente ans d'anthropologie économique chez les économistes de l'ORSTOM (1954-1984)", in : Approches anthropologiques et recherches économiques à l'ORSTOM, Paris, éditions de l'ORSTOM, 1985, pp. 11-20.
- "Ote-moi d'un doute. Trois questions sur l'anthropologie économique", in *ibid.*, pp. 129-135.
- "Compter, raconter", in Revue française d'administration publique, oct.-déc. 1985, n°36, pp. 631-637.
- Economies en transition. Concepts, analyses, méthodes d'investigation (et alii), ORSTOM, Départ. H, 116 pages multigraphiées.
- "Risque agricole, péril économique", 11 pages à paraître in : Le risque en agriculture, Eldin et Milleville, éditions de l'ORSTOM.
- "Reflexions sur les problèmes alimentaires de l'Afrique sub-saharienne" (et alii), à paraître in : Culture -Technique.

ALAIN DUBRESSON

- Economiste, spécialiste d'économie urbaine à l'ORSTOM (Département "Recherches urbaines").

Pays et thèmes de recherche :

Afrique de l'Ouest, en particulier la Côte d'Ivoire.
Les rapports entre industrialisation et urbanisation.

FRANCIS GENDREAU

- Démographe, Conseiller technique à l'ORSTOM .

Principaux pays de recherche :

Cameroun, Madagascar, Sénégal.

Principales publications :

- "La démographie des pays d'Afrique. Revue et synthèse", in Population, n°4-5, juillet-octobre, Paris, 1977, pp. 899-943.
- "La place de la démographie dans la recherche urbaine en Afrique", communication au 5ème colloque de démographie africaine, Abidjan, 22-27 janvier 1979, 5 pages multigraphiées, Paris.
- La recherche urbaine à l'ORSTOM, ouvrage collectif, août 1979, Editions de l'ORSTOM, Paris, 173 pages multigraphiées.
- "Perspectives de population des grandes villes africaines", in Bulletin de la société languedocienne de géographie, tome 16, fascicule 1-2, Montpellier, 1982, pp. 111-120.
- Migration et développement, la région du Mounjo au Cameroun, 1983, ouvrage collectif avec J.C. Barbier et J. Champaud , Editions de l'ORSTOM, Coll. "Travaux et documents", n°170, Paris, 372 pages.
- L'évaluation des effectifs de la population des pays africains, 2 tomes, ouvrage collectif, Groupe de démographie Africaine, Paris, 1982 et 1984.

BERTRAND GERARD

- Sociologue, archéologue (préhistoire) et ethnologue.
- Actuel président de la Commission des sciences sociales à l'ORSTOM.

Pays et thèmes de recherche :

Polynésie : Archéologie et ethno-archéologie

Burkina-Faso : Anthropologie historique

Actuellement, recherches sémiologiques sur la représentation de l'histoire.

Publications :

- L'époque des Marae aux Iles de la Société, Université de Paris X, 1978, Nanterre (thèse du 3e cycle).
- "Nous, les Kurumba, nous sommes des gens à problèmes : ce que nous avons trouvé, nous ne pouvons pas le laisser", Cahiers ORSTOM de Sciences humaines, vol. XXI, n°1, 1985.
- " L'enfant et la hache", Cahiers ORSTOM de Sciences humaines, vol. XXI, n°2-3, 1985.

AGNES LAMBERT :

- Département "Recherches urbaines" de l'ORSTOM (Unité de recherche 405 : "Travail et travailleurs du tiers-monde").
- Rédige actuellement un ouvrage à partir d'une recherche sur les stratégies familiales et féminines dans le secteur marchand et celui de la fonction publiques au Mali. Son étude a particulièrement porté sur les commerçantes maliennes du réseau ferré Dakar-Niger.

JAIME ALBERTO MARQUES-PEREIRA :

- Economiste et sociologue brésilien.
- Professeur à l'Université fédérale de Pernambouc (Brésil)
En accueil à l'ORSTOM (Département "Recherches urbaines").

Thèmes de recherche :

- Politiques urbaines et régionales.
- Systèmes d'emploi et contrôle social en milieu urbain.

Publications :

- Elementos Para Uma Politica Urbana, Cadernos do Mestrado em Desenvolvimento Urbano, UFPe, Recife, 1985.
- Ideologia do Planejamento Regional no Nordeste, idem.
- O Nordeste e a Crise, in Revista Brasileira de Tecnologia, Dez., 1985, Brasilia, (en collaboration avec Br. Ferreira Nunes).
- "Economie et politique de la faim du Nordeste au Brésil", in Actes du Colloque "Comparaison des sécheresses au Sahel et au Nordeste du Brésil", à paraître, CNRS-IHEAL/ORSTOM.
- "Les enjeux politiques actuels de la question urbaine au Brésil : citoyenneté et contrôle social dans la région métropolitaine de Recife", prévu pour les cahiers de sciences humaines, ORSTOM, travail et identités sociales dans le tiers-monde, à paraître.
- Gestao Metropolitana, Legitimidade e Repressao, à paraître au Brésil.
- Changements dans les systèmes de production dans le Sertao-Nordeste brésilien, doc. de recherche du CREDAL-CNRS, Paris, 1984 (en coll. avec Martine Droulers).

JEAN-YVES MARTIN :

- Sociologue, directeur de la Direction de l'information, de la formation et de la valorisation (DIVA) à l'ORSTOM.

Pays et thèmes de recherche :

- Sociologie de l'éducation et du développement.
- Cameroun et pays du bassin du lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad).

Publications :

- Les Matakam du Cameroun, éditions de l'ORSTOM, 1970
- Approche socio-économique du développement, ESIJY, Yaoundé, 1973, (avec G. Biwolé).
- Disparités régionales dans le développement de l'éducation, UNESCO, 1981, (avec G. Carron et Ta Ngoc Chau).
- Education, emploi et salaire au Cameroun, UNESCO, 1984, (avec J.M. Atangana Mebara et Ta Ngoc Chau).

ISABELLE MILBERT :

- Chercheur au département "Recherches urbaines" de l'ORSTOM, également directrice d'Inter-Urba, structure commune à l'ORSTOM et au CEGET-CNRS (Bordeaux) réseau d'information sur la question urbaine dans les PVD (Domaine univ. de Bordeaux-Talence, 33405 Talence Cedex - Tel. : 56.80.60.00)
- Spécialités : sciences politiques, sociologie et droit.

Pays et thèmes de recherche :

Inde, Indonésie, Bolivie.

- Habitat, gestion urbaine, politique publique de l'aménagement urbain.

Publications :

ARTICLES ET OUVRAGES DE SYNTHÈSE

- "Quatre grandes métropoles indiennes", Le Globe, Société de géographie de Genève, 1980.
- "Inde : les villes comptent près du quart de la population", Le Monde diplomatique, février 1983.
- "L'Inde, évolution politique, économique et sociale", Notes et Etudes documentaires, n°4639-40, la Documentation française, octobre 1981, 280 pages.
- "Nutrition et développement : le cas de l'Inde", Institut Santé et développement, DGRST, novembre 1982, 120 pages.
- "Le développement économique de l'Inde", (45 pages), Université des Nations-Unies, 1985, Participation à un ouvrage collectif comparant l'Inde et le Brésil, sous la direction de Ignacy Sachs.

ARTICLES ET COMMUNICATIONS SUR L'INTERVENTION URBAINE EN ASIE

- "Bombay, 6 millions", Revue Métropolis, 1978
- "Chandigâr", Revue Métropolis, 1979.
- "Les paris de la rénovation de Bhaktapur (Népal)", Revue Métropolis, 1980.
- "Politiques urbaines à Bombay : quel avenir ?", Economie et Humanisme, n°266, 1982.
- "Les villes indiennes : aménager la croissance", Colloque "Société Industrielle et environnement urbain en Inde", Economie et Humanisme, mai 1983.
- "Jakarta : habitat et développement, des politiques à l'épreuve des résultats", Economie et Humanisme, mars 1983.

RAPPORTS DE RECHERCHE

(cosigné avec J.C. LAVIGNE, Economie et Humanisme) :

- Indonésie : "Habitat adapté et sécurité civile à Jakarta", Plan Construction (Ministère de l'Urbanisme), octobre 1982 (sous responsabilité de J.C. Lavigne, en liaison avec la municipalité de Jakarta et le centre de recherche indonésien LP 3 ES), 130 pages.
- Inde : "La réhabilitation des bidonvilles de Kanpur", Plan Construction et Habitat (Ministère de l'Urbanisme), décembre 1983, 140 pages.
- "Ville nouvelle et réhabilitation d'habitat ancien à Bombay : évaluation critique des politiques volontaristes d'aménagement". Rapport intermédiaire (phase I). Ministère de la recherche, octobre 1984, 130 pages, (en association avec Tata Institute of social sciences, Bombay).
- "L'intervention sanitaire et sociale et la stratégie des usages dans une grande métropole indienne : Hyderabad", rapport intermédiaire (phase I), Ministère de la recherche, octobre 1984, 130 pages, (en association avec le Center for development research, Hyderabad).
- "Projets de développement urbain et stratégies des organisations internationales en Inde et en Indonésie", 115 pages, Contrat de définition ATP-CNRS, déc. 1984
- "Amélioration de l'habitat dans les villes indiennes : le rôle des associations locales à Bombay et à Ahmedabad", Rexcoop, 1985, 60 pages.

CONSULTATIONS :

- Le projet d'aménagement hydroagricole "Rositas" (Bolivie) ; prévisions en matière de migrations, de formation des paysans, d'organisation des coopératives et d'habitat (consultation pour la SOGREAH dans le cadre d'une étude de faisabilité, Banque mondiale, 40 pages).
- Etude d'impact socio-économique à propos de l'installation d'une pompe solaire dans le village tribal de Sarwal (Inde), (CNRS).

THESE D'ETAT

- La législation de l'urbanisme et la mise en oeuvre des politiques urbaines en Inde, à soutenir en septembre 1986.

CLAUDE DE MIRAS :

- Economiste, chercheur du Département "Recherches urbaines" à l'ORSTOM (Unité de recherche 405 : "Travail et travailleurs du tiers-monde")
Travaille actuellement en Martinique.
Nombreuses publications sur le secteur non structuré en Côte d'Ivoire et en Martinique.

ALAIN MORICE :

- Chercheur du Département "Recherches urbaines" à l'ORSTOM (Unité de recherche 405).
- Recherches en économie et en anthropologie sur les milieux sociaux de l'économie informelle au Sénégal (Thèse sur les forgerons de Kaolack), en Angola et en Guinée.

GUY PONTIE :

- Sociologue, chercheur du Département "Indépendance alimentaire" à l'ORSTOM.

Thèmes de recherche :

- Migrations en relation avec le développement.
- Opérations de développement et réactions paysannes ; analyse des logiques des différents acteurs (Etats, bailleurs de fonds, gestionnaires de projets, recherche, groupes de paysans).

Eléments bibliographiques :

- Les Guiziga du Cameroun septentrional, l'organisation traditionnelle et sa mise en contestation, Edition de l'ORSTOM, coll. "Mémoires", n°65, Paris, 1973, 255 pages.
- "La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun)", Cahiers ORSTOM, série sciences humaines, vol. XVI, n°1-2, 1979, pp.111-127.
- "Communautés rurales, groupes ethniques et dynamiques sociaux, un thème de recherche de l'ORSTOM (Afrique 1964-1972)", AMIRA, note de travail, vol.6, n°31, Paris, 1981, 79 pages, (en coll. avec Ph. Couty et Cl. Robineau).
- "Histoire de développer", Revue Tiers-monde, t. XXIII, n°90, pp. 297-344 (en collaboration).
- "Evaluation a posteriori de la rénovation de la caféière et de la cacaoyère au Togo", Ministère des relations extérieures, Coopération et développement, Paris, 1984, 360 pages, (en collaboration avec Cl. Raymond (SEDES) et T. Ruf (CIRAD)).
- Café cacao (SRCC) Togo. Réactualisation 1985, MRE, Coopération et développement, 1985, 98 pages, (en collaboration avec T. Ruf).
- "Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique Noire", in Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire, P. Boiral, J.F. Lanter, et J.P. Olivier de Sardan (ed.), CIFACE-KARTHALA, Paris, 1985, pp. 67-80 (en collaboration avec J. P. Dozon).
- "L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaise", Ibid., pp. 102-130 (en collaboration avec T. Ruf).

ANDRE SCHWARTZ :

- Economiste, chargé de la valorisation de la recherche dans la Direction de l'information, de la formation et de la valorisation (DIVA) à l'ORSTOM.

Pays et thèmes de recherche :

- Côte d'Ivoire, Algérie, Brésil.
- Industrie, technologie, planification, valorisation.

ABDELKADER SID AHMED :

- Economiste du Département "Conditions d'un développement indépendant" à l'ORSTOM.

Thèmes actuels de recherche :

- Bilan et perspectives de l'industrialisation maghrébine.
- Les économies pétrolières.

Publications récentes :

- Valorisation des hydrocarbures et développement économique dans les pays exportateurs de pétrole, Editions CEPIL-CNRS, juin 1985, 108 pages.
- Industrialisation et développement dans l'état actuel de la littérature économique, ORSTOM, juin 1985, 7 pages + 26 pages de bibliographie, multigraphié.
- "Monnaie, prix, change et développement : le cas des économies exportatrices de pétrole du Tiers-monde" (52 pages), à paraître in : Mondes en développement.
- "Arab development agencies and South-South Coopération" in : The role of the arab development funds in the world economy, ed. par Michèle Achilli et M. Khaldi, 30 pages.
- "Oil and development : the experience of the petroleum producing countries of the third world" in : Saving and development quarterly review, n°3, IX, pp. 325-359.
- " Transformations récentes du marché de l'énergie et perspectives du marché pétrolier", (46 pages), in : Revue algérienne des relations internationales, Alger, mars 1986.

ALAIN VALETTE :

- Economiste dans le Département "Conditions d'un développement indépendant" à l'ORSTOM.

Programmes en cours :

- a) Bilan et perspective de l'industrialisation du Maghreb.

- b) Grille d'analyse des dynamiques industrielles dans les NPI.
- c) Etat et industrialisation.

Publications 1985 :

- "Une enquête sur la petite entreprise en Tunisie : l'enquête nationale sur les activités économiques 1981" (pp. 355-398), in : Actes de Séminaire "Les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré", Rabat.
- Résultats et réflexions sur une étude empirique de l'industrialisation de la Côte-d'Ivoire" in : Comprendre l'économie africaine, F. Gagey ed., l'Harmattan, pp. 334-350.

MARTIN VERLET :

- Sociologue dans le Département "Conditions d'un développement indépendant" à l'ORSTOM.

Programmes en cours :

- a) Actes de l'idéologie : pouvoir et discours politiques au Ghana sous N'Krumah.
- b) Migrations internationales et recomposition des milieux anciens (Philippines).

Publications 1985 :

- "Indépendance et autosuffisance alimentaire", in : Recherches internationales, (10 pages).
- " La Banque mondiale aux Philippines", 20 pages, ibid.
- "Autour de la faim dans le monde", 5 pages , ibid.

ROLAND WAAST :

- Sociologue, Chef du Département "Conditions d'un développement indépendant" à l'ORSTOM.

GERARD WINTER :

- Economiste au Département "Conditions d'un développement indépendant" de l'ORSTOM.
- Directeur adjoint de l'Institut international d'administration publique (IIAP).

Programmes en cours :

- a) Proposition méthodologique pour un système d'alerte précoce du secteur céréalier pour le Sahel.
- b) Systèmes d'information légers pour les stratégies alimentaires.

Publications 1985 :

- "Ni trop, ni trop peu : un point de vue sur le bilan de l'atelier régional africain sur les besoins en statistiques pour la prévision", in Actes de l'atelier Statistiques et prévisions de Brazzaville, EUROSTAT, Luxembourg, 193 p. (pp. 29-36).
- "L'anthropologie économique et le développement", in Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM, Edition de l'ORSTOM, 141 pages (pp.73-79).
- "Rapport Nord-Sud : pour des stratégies plus réalistes et mieux informées - L'exemple du secteur non structuré et du secteur rural en Afrique" (et alii) in Economies en transition ; concepts, analyses, méthodes d'investigation, ORSTOM, Départ. H., 116 pages multigraphiées (pp. 51-77).
- "Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires", in Cahiers ORSTOM, Série Sciences humaines, vol. XX, n°1, pp. 17-24.
- "L'échange international comme source d'innovation", à paraître in Actes de la conférence des directeurs d'ENA et d'IAP de Lomé, CAFRAD, Tanger.



FICHE D'IDENTITE DE L'ORSTOM



La table-ronde du 19 février 1986

L'INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR
LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION (ORSTOM)

* Etablissement public à caractère scientifique et technologique
(décret du 5 juin 1984)

Par ses effectifs, le quatrième après le CNRS, l'INRA et l'INSERM et avant
l'INRIA, l'INRETS, le CEMAGREF et l'INED.

* Mission

La mission principale de l'Institut est de promouvoir et réaliser des travaux
de recherche susceptibles de contribuer aux progrès économique, social et
culturel des pays en développement. Ceci de deux façons :

- par l'étude des milieux physiques, biologiques et humains de ces pays,
- par des recherches expérimentales tendant à donner à ces pays la maîtrise
de leur développement.

* Effectifs

1. Effectifs budgétaires : 1 526

soit 761 chercheurs (50 %)
559 ingénieurs et techniciens (37 %)
206 personnels de direction et d'administration (13 %)

2. Effectifs n'occupant pas un emploi budgétaire : 1 239

soit 1 056 agents permanents de recrutement local
48 volontaires du service national et de l'assis-
tance technique
46 allocataires de recherche (rémunérés par l'ORSTOM)
59 allocataires de recherche (rémunérés par le MRT)
10 chercheurs d'autres organismes français expatriés
dans les équipes ORSTOM
20 marins

* Budget (1986) (crédits de paiement)

1. Ressources : 753 MF

dont 708 MF subventions de l'Etat français (MRT)
39 MF contribution des Etats étrangers, contrats et conventions.
6 MF ressources diverses

1. Dépenses : 753 MF

dont 521 MF dépenses de personnel

76 MF moyens directs de recherche (distribués aux équipes)

122 MF moyens indirects de fonctionnement

7 MF gros équipement (dont le remplacement du NO Vauban)

27 MF opérations immobilières et travaux confortatifs (dont la construction du centre de Montpellier)

* Champ d'action géographique (* = plus de 10 agents expatriés)

- L'Afrique et l'Océan Indien (29 %)

Bénin	Egypte	Mozambique
Burkina*	Gabon	Niger*
Cameroun*	Madagascar	Sénégal*
Centrafrique	Mali*	Seychelles
Congo*	Maurice	Togo*
Côte d'Ivoire*	Mauritanie	Tunisie*

- L'Amérique Latine et les Caraïbes (7 %)

Bolivie*	Equateur*	Nicaragua
Brésil*	Haïti	Pérou
Chili	Mexique*	Vénézuéla

- L'Asie et le Pacifique (1 %)

Bangladesh	Philippines
Inde	Thaïlande
Indonésie*	Vanuatu

- Les DOM TOM (15 %)

Guadeloupe*	Martinique*	Polynésie française*
Guyane*	Nouvelle Calédonie*	

Au total 52 % des effectifs (hors personnel de recrutement local) sont expatriés dans les DOM-TOM et les pays du Tiers Monde. Le reste (48 %) se trouve pour l'essentiel en France (et dans quelques pays industrialisés : Australie, Etats Unis, Suède)

* Les structures de l'ORSTOM

- 8 départements de recherche interdisciplinaires organisés en 50 unités de recherche

A Milieu physique et environnement climatique

B Milieux et sociétés

C Connaissance et mise en valeur des écosystèmes aquatiques

D Urbanisation et socio-systèmes urbains

E Indépendance alimentaire

F Etude et gestion des ressources : énergies, eaux et matières premières

G Indépendance sanitaire

H Conditions d'un développement indépendant

- une Direction de la Formation, de l'Information et de la Valorisation (DIVA)
- des Services Scientifiques et Techniques à vocation horizontale
 - . Moyens analytiques
 - . Télédétection
 - . Informatique
 - . Hydrologie
- des services administratifs

* Les disciplines scientifiques

22 disciplines sont représentées à l'ORSTOM. L'animation et l'évaluation scientifiques se font au sein de 7 commissions scientifiques :

- Géologie-Géophysique
- Hydrologie-Pédologie
- Hydrobiologie et Océanographie
- Sciences du monde végétal
- Sciences biologiques et biochimiques appliquées à l'homme
- Sciences sociales
- Sciences de l'ingénieur et de la communication

* Les sciences sociales à l'ORSTOM : 191 chercheurs et techniciens

Ils se trouvent surtout dans les départements suivants :

- Milieux et sociétés
- Urbanisation et socio-systèmes urbains
- Indépendance alimentaire
- Indépendance sanitaire
- Conditions d'un développement indépendant

Les chercheurs de sciences sociales appartiennent aux disciplines suivantes :

- Anthropologie, archéologie, histoire (29)
- Démographie (25)
- Economie politique (39)
- Géographie (63)
- Sociologie (35)